

Pour une société de liberté, d'égalité des droits, de justice sociale et de solidarité ni précarité, ni expulsion : régularisation !

Le projet de loi Darmanin généralise la suspicion, le harcèlement administratif, la précarité et la peur. C'est le 29e texte sur l'asile et l'immigration depuis 1980. Nous avons besoin de politiques publiques inclusives et respectueuses des droits et de la dignité des personnes, en promouvant la cohésion sociale au lieu d'exacerber des tensions au sein de notre société. Ce débat devrait aussi se faire avec les personnes concernées, dont on parle souvent mais que l'on n'entend jamais.

Ce projet de loi, fondamentalement xénophobe entérine l'idée que les immigré·e·s, désigné·e·s comme boucs émissaires seraient potentiellement des dangers et des profiteurs et profiteuses du système de protection sociale.

Les modifications votées au Sénat, dont la suppression de l'AME est devenue l'emblème, durcissent encore le projet initial et étendent le champ des attaques. Elles illustrent, par leur brutalité même, la logique de déshumanisation xénophobe et l'ampleur de l'offensive sociale et politique ouvertes par le projet.

Nous le répétons avec les collectifs de Sans-Papiers. Ce sont les politiques xénophobes et anti-migratoires qui nous mettent en danger. Pas l'immigration.

Les métiers en tension

Le projet de loi prévoit la création, à titre expérimental, d'une carte de séjour temporaire mention «travail dans les métiers en tension». La régularisation des travailleuses et travailleurs concerné·e·s et résident·e·s en France depuis au moins 3 ans, deviendrait alors de plein droit et non plus arbitraire, ce qui constituerait un progrès. Mais elle serait limitée aux seules personnes exerçant des métiers considérés comme «en tension», ce qui serait plus restrictif. D'autant que, comble de l'ironie, certains des secteurs qui embauchent massivement les personnes sans-papiers (bâtiment, restauration, ménage, aides à la personne...) ne sont pas considérés comme en tension puisque leur besoin est comblé par... le recours aux personnes sans-papiers!

Non seulement la liste des «métiers en tension» ne reflète pas les réalités de terrain mais l'accès à ce nouveau titre de séjour qui demande de justifier d'au moins 8 mois d'exercice du métier en question semble difficile sans la collaboration de l'employeur ou employeuse.

Les sénateurs ont tout simplement supprimé cet article...

Nous le répétons avec les syndicats. Ce sont les inégalités qui créent du dumping social. Pas l'immigration.

Nous le répétons avec les associations du droit au logement, ce sont les politiques publiques du logement cher qui alimentent le sans-abrisme et la crise du logement. Pas l'immigration.

Nous le répétons avec toutes et tous les professionnels de la santé, c'est l'absence de soins qui favorisera les prochaines épidémies. Pas l'immigration.

Nous le répétons avec toutes les associations. Ce sont toutes les attaques contre les libertés, dont la liberté de circuler, qui développent une société en tension. Pas l'immigration.

Nous le répétons avec tous les chercheurs et chercheuses, c'est la misère, l'atomisation et l'absence d'avenir qui créent la délinquance. Pas l'immigration.

Les modifications introduites au projet de loi au Sénat sont effrayantes. Un véritable projet de société comme l'a dit Darmanin. Celle dont on ne veut pas. Le retrait, à l'Assemblée, de certaines d'entre elles ne rendrait pas la loi plus acceptable.

Nous ne laisserons pas passer la loi Darmanin.

L'AME L'Aide médicale d'urgence (AME)

Sa suppression par les sénateurs soulève, à raison, un torrent de protestation de tout le milieu médical. Médecins, experts sanitaires, personnels hospitaliers ont démontré que cette suppression de l'AME est une horreur en termes humains : des êtres humains, présents dans nos quartiers, dans nos lieux de travail n'auront tout simplement même plus le droit de se soigner.

Mais ils et elles démontrent que cette mesure est aussi totalement aberrante en termes de politique sanitaire et économique. Qu'elle nous met toutes et tous en danger.

Exclure des dizaines de milliers de personnes de l'accès aux soins est source de développement de maladies potentiellement dangereuses pour tout leur environnement. La santé des individus ne peut être déconnectée de la santé collective.

Pour les mêmes raisons c'est une aberration économique car les économies de court-terme faites sur le dos des Sans-Papiers risquent d'engendrer des frais futurs considérablement supérieurs.

à l'occasion de la Journée internationale des migrant·e·s

rassemblement-déambulation

18 décembre 18h

place Lepetit (ancien palais de justice)

suivi d'une rencontre débat à la Maison des 3 quartiers

avec Olivier Clochard du laboratoire migrinter de l'université de Poitiers

Avec le soutien de : 100 pour 1 Grand Poitiers, Amnesty International Poitiers, DNSI 86, Les Amies des femmes de la libération, RESF 86, Toit du Monde, Welcome Poitiers, ...

CNT-SO 86, Solidaires 86...

Jeunesses Anticapitalistes, Les Écologistes, NPA 86, PCF86...